

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 décembre 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, – données arrêtées à la date du 28 février 2018

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'évolution de la situation bancaire locale reflète la structure de l'économie du Territoire et l'importance de la consommation des ménages. L'encours sain des crédits progresse sous l'effet de l'augmentation des crédits aux ménages (87 % de l'encours sain), fait marquant, les entreprises ont davantage eu recours au système bancaire local, l'encours des crédits aux entreprises progresse ainsi de 23,6 %, la part de marché du système bancaire local représente ainsi 26,2 % du total des crédits sains aux entreprises contre 21,1 % l'année passée. L'encours des crédits à l'habitat continue de diminuer, en l'absence d'un cadre juridique et de notions cadastrales permettant d'asseoir des garanties de prêt sur le foncier. Les actifs financiers sont en repli mais uniquement en raison de l'évolution des dépôts des collectivités locales, les actifs financiers des ménages et des entreprises sont en augmentation portés par la croissance des dépôts à vue ainsi que l'épargne des ménages.

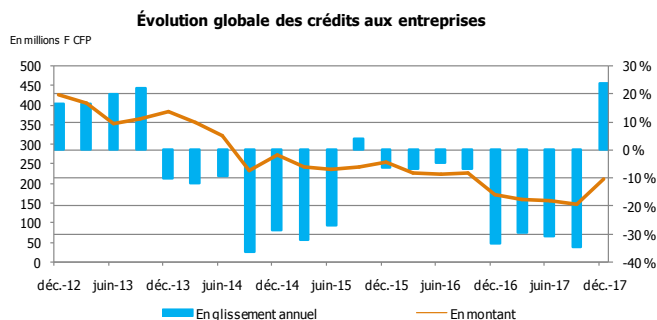
L'activité de financement soutient la consommation des ménages

Au 31 décembre 2017, le total de l'encours sain des **crédits octroyés atteint** 1,7 milliard de F CFP, en progression de 9,4 % en rythme annuel. Il se décompose en crédits aux entreprises 211 millions de F CFP et crédits aux ménages 1,5 milliard de F CFP, les collectivités locales n'ayant pas recours au système bancaire local pour financer l'investissement.

Regain des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits accordés aux entreprises s'élève à 211 millions de F CFP au 31 décembre 2017 contre 170 millions de F CFP à fin 2016, soit une hausse de 23,6 %.

L'encours des **crédits d'investissement** (34 millions de F CFP) est en revanche en diminution sur un an (-19,5 %). L'encours des **crédits immobiliers** octroyés aux entreprises s'élève à 35 millions de F CFP au 31 décembre 2017 (-0,9 %). Les **autres crédits** sont en nette croissance (+56,3 %) et atteignent 128 millions de F CFP à la fin du deuxième semestre 2017.

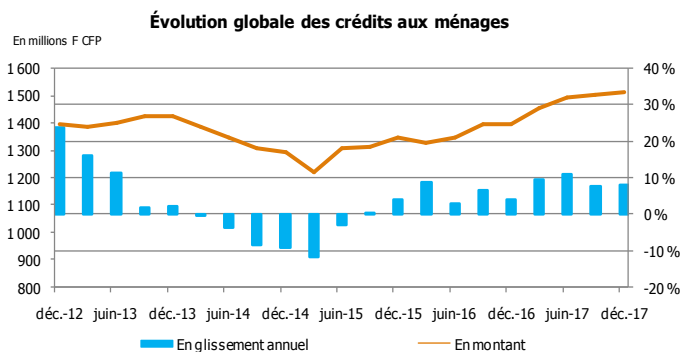


Nouvelle progression de l'encours des crédits aux ménages

À fin décembre 2017, l'encours sain des crédits accordés aux ménages progresse de 8,0 % en rythme annuel et atteint 1,5 milliard de F CFP.

L'encours des **crédits à la consommation**, qui représente 98 % des crédits accordés aux ménages, progresse en effet de 10,2 % sur un an (après +5,7 % un an auparavant). À fin juin 2016, cet encours s'élève à 1,5 milliard de F CFP.

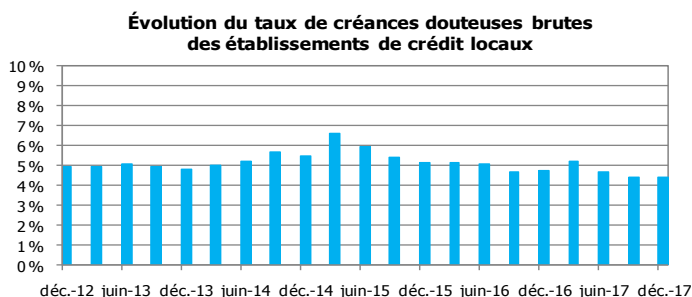
L'encours des **crédits à l'habitat** des ménages s'établit à 32 millions de F CFP à fin décembre 2017 contre 57 millions de F CFP à la fin du deuxième semestre 2016 (-43,4 %).



Recul de la sinistralité

La qualité du portefeuille s'améliore légèrement. La hausse des créances douteuses étant moins importante que la hausse de l'encours brut total (+2,4 % et +9,1 % respectivement sur un an) le taux de **créances douteuses** est donc en recul de 0,3 point, il s'élève à 4,5 % à fin 2017.

L'encours des créances douteuses brutes s'établit à 80 millions de F CFP.



Les actifs financiers des entreprises et des ménages progressent

Au 31 décembre 2017, l'ensemble des **actifs financiers détenus par les agents économiques** s'élève à 6,6 milliards de F CFP, en baisse de 10,9 % en rythme annuel en raison du fort repli des actifs des collectivités locales.

Les **actifs financiers détenus par les ménages** s'établissent à 3,3 milliards de F CFP à fin décembre 2017 (+10,7 %). Ils représentent désormais 50,6 % de l'ensemble des dépôts contre 40,7 % à fin 2016. Les **actifs des sociétés non financières** (34,3 % des actifs) progressent également (+2,1 %) et atteignent 2,3 milliards de F CFP à fin décembre 2017. Les **actifs financiers détenus par les collectivités locales** s'élèvent à 1 milliard de F CFP (15,2 % des actifs), ces actifs sont en net recul en glissement annuel (-54,1 %).

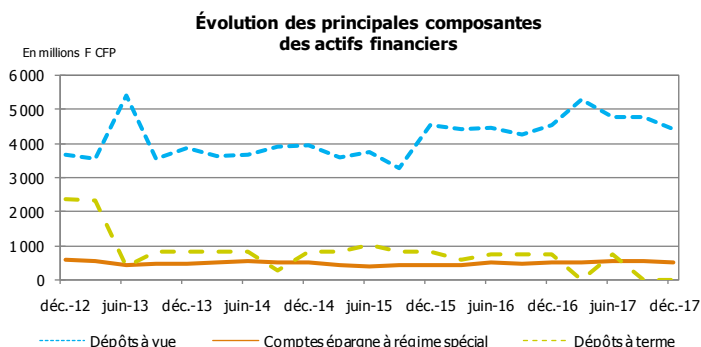
Hausse des dépôts à vue des entreprises et des ménages

Au 31 décembre 2017, l'encours total des dépôts atteint 4,9 milliards de F CFP, soit une baisse de 15,0 % en rythme annuel.

Les **dépôts à vue**, qui représentent près de 90 % des placements (4,4 milliards de F CFP à fin 2017) sont en baisse de 3,1 %. Ce repli est lié à la décroissance des dépôts à vue des collectivités locales (-35,9 %), les dépôts à vue des ménages et des sociétés non financières sont quant à eux en augmentation (+20,1 % et + 2,1 % respectivement).

Les **dépôts à terme** chutent de 99,5 %, l'arrivée à échéance de comptes à terme des collectivités locales qui représentent l'intégralité de cet encours explique cette évolution.

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** (uniquement des livrets ordinaires à Wallis-et-Futuna) progresse quant à lui de 4,7 % en rythme annuel. Il s'élève à 517 millions de F CFP à la fin de l'année 2017.

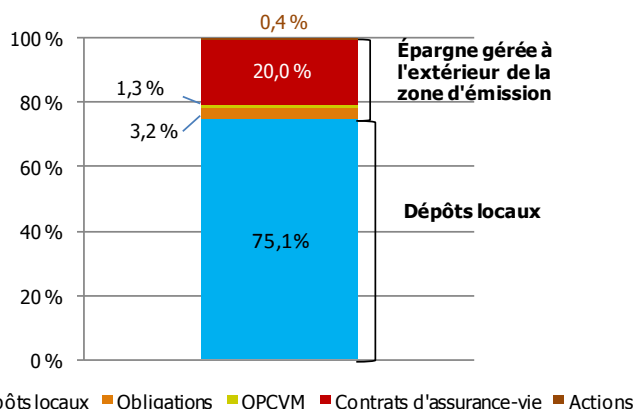


Progression de l'encours des contrats d'assurance-vie

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire collecte d'**autres types de placements** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. Ces avoirs s'établissent à 1,6 milliard de F CFP à fin décembre 2017, en croissance de 4,3 % en rythme annuel (+2,4 % l'année passée). Ils représentent désormais 24,9 % de l'ensemble des actifs financiers collectés (contre 21,9 % au 31 décembre 2017) et sont constitués de placements à long terme.

La majorité de ces placements sont en augmentation. Ainsi, les **contrats d'assurance-vie** qui représentent 80 % des produits d'épargne gérés hors de la zone d'émission croissent de 8,2 %, ils atteignent 1,3 milliard de F CFP à fin 2017. Les **actions** représentant 1,5 % des produits progressent également (+42,1 % en rythme annuel). Les **obligations** sont entièrement détenues par les collectivités locales, elles s'élèvent à 211 millions de F CFP, soit une augmentation de 2,1 %. Les **OPCVM monétaires** détenues par certaines entreprises de la place sont stables (-0,8 % pour atteindre 15 millions de F CFP), tandis que les **OPCVM non monétaires** se replient de 37,4 %, elles s'établissent à 72 millions de F CFP au 31 décembre 2017.

Répartition des dépôts

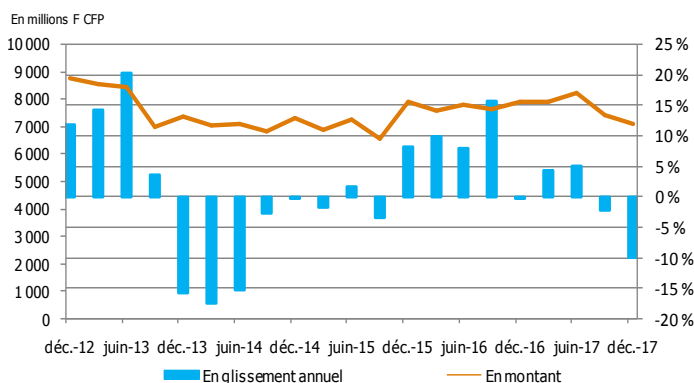


Le solde emplois-ressources du système bancaire s'améliore

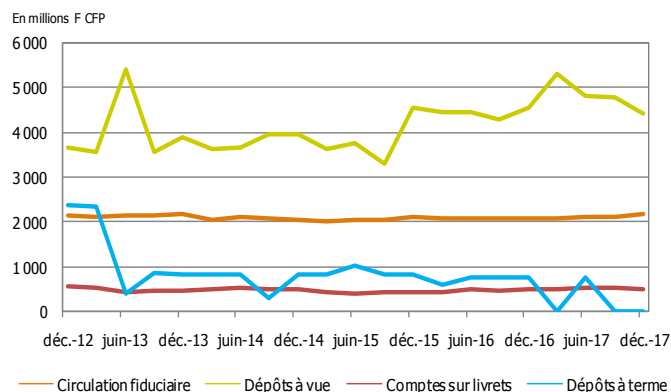
Repli de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire M3 recule en rythme annuel (-9,9 %) et s'établit désormais à 7,1 milliards de F CFP. La baisse des **dépôts à vue** (62,2 % de la masse monétaire) explique principalement cette évolution. Ces actifs se replient de 3,1 % et s'établissent à 4,4 milliards de F CFP. La **monnaie fiduciaire** progresse (+4,3 %) dans une même mesure que les **comptes sur livrets** (+4,7 %), ces derniers s'établissent à 517 millions de F CFP. Les **dépôts à terme** chutent (-99,5 %) à 4 millions de F CFP à fin 2017 contre 754 millions à fin 2016.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire

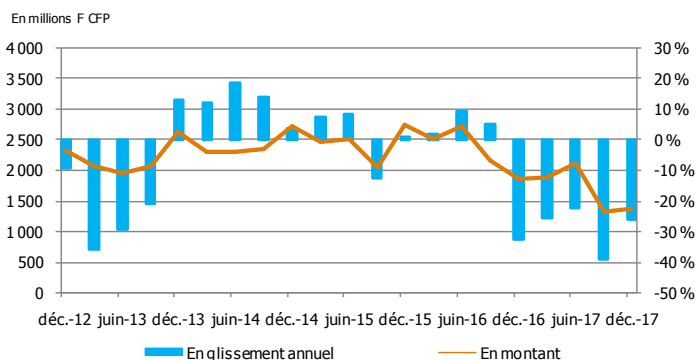


Nouvelle dégradation du solde de la position extérieure nette

Au 31 décembre 2017, les **ressources du système bancaire** s'élèvent à 4,6 milliards de F CFP, en baisse de 8,4 % en rythme annuel. Ces ressources concourent à hauteur de 39,2 % au financement de l'activité de crédit. Les dépôts locaux (3,9 milliards de F CFP) sont les principales ressources du système bancaire (85,4 % des ressources totales à fin 2017) qui se finance également par des ressources propres (672 millions de F CFP, soit 14,6 % des ressources).

Le **solde emplois-ressources clientèle**, passe de -2,7 milliards de F CFP au 30 juin 2016 à -2,1 milliards de F CFP à fin décembre 2017 sous l'effet conjoint de la hausse des crédits bruts et de la baisse des dépôts collectés.

Évolution de la position extérieure nette



La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements hors zone d'émission) se détériore à nouveau avec une baisse de 26,0 % en rythme annuel. Elle demeure néanmoins positive et s'élève à 1,4 milliard de F CFP au 31 décembre 2017.

ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les agents économiques sollicitent également des financements auprès d'établissements de crédit situés hors de la zone d'émission.

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire observe une forte croissance (+37 % en rythme annuel) pour s'établir à 3,8 milliards de F CFP.

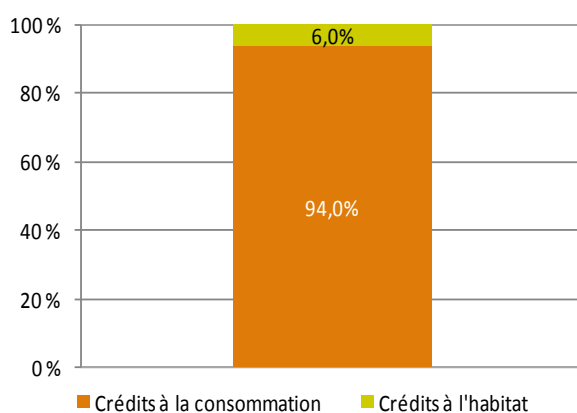
Cette évolution résulte de l'emprunt du Territoire en lien avec l'installation du câble haut débit. Les **concours aux collectivités locales** progressent ainsi de 207,3 % et s'élèvent à 1,4 milliard au 31 décembre 2017. Ces concours sont uniquement accordés par des établissements de crédit situés hors zone d'émission.

L'encours sain des **crédits octroyés aux ménages** progresse de 6,1 % par rapport à décembre 2016 et atteint 1,6 milliard de F CFP. Les crédits à la consommation représentent 94 % de cet encours, soit 1,5 milliard de F CFP (+10,2 %). Les crédits à l'habitat continuent de se résorber (-33,2 %) pour ne représenter plus que 6 % de l'encours.

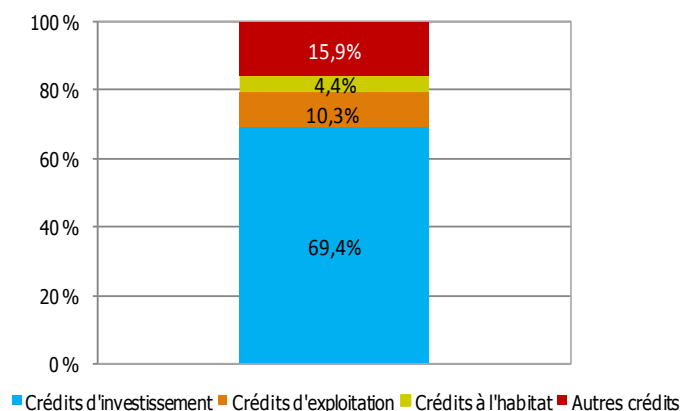
Les **concours accordés aux entreprises** sont stables (-0,3 %) ils s'élèvent à 804 millions de F CFP à la fin du deuxième semestre 2017. La hausse des crédits d'investissement qui composent près de 70 % de l'encours (+9,2 %) étant compensée par la forte baisse des crédits d'exploitation (-53,3 %). Les crédits à l'habitat enregistrent un léger repli (-0,9 %). Les autres crédits progressent de 56,3 %.

En raison de l'emprunt du Territoire, la part de marché des **établissements de crédit hors zone d'émission** augmente et représente 54,2 % du total des crédits sains contre 42,7 % l'année passée. L'encours, de 2 milliards de F CFP au 31 décembre 2017, est donc en croissance de 74,2 % en rythme annuel.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la Métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 158	2 062	2 105	2 076	2 077	2 104	2 118	2 166	3,0%	4,3%
<i>Billets</i>	2 157	2 062	2 106	2 077	2 078	2 105	2 119	2 166	2,9%	4,3%
<i>Pièces</i>	0	1	-1	-1	-1	-1	-1	0	-110,0%	-121,1%
Dépôts à vue	3 872	3 937	4 559	4 557	5 295	4 795	4 766	4 414	-7,9%	-3,1%
TOTAL M1	6 029	6 000	6 664	6 633	7 372	6 899	6 884	6 580	-4,6%	-0,8%
M2-M1	487	500	440	494	518	545	543	517	-5,1%	4,7%
Comptes sur livrets	487	500	440	494	518	545	543	517	-5,1%	4,7%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	6 516	6 500	7 104	7 127	7 890	7 444	7 428	7 097	-4,7%	-0,4%
M3-M2	830	820	810	754	4	744	4	4	-99,5%	-99,5%
Dépôts à terme	830	820	810	754	4	744	4	4	-99,5%	-99,5%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	7 347	7 320	7 914	7 881	7 893	8 188	7 431	7 101	-13,3%	-9,9%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	7 347	7 320	7 914	7 881	7 893	8 188	7 431	7 101	-13,3%	-9,9%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP				mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16					1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	7 369	7 201	6 854	8 257	7 224	7 018	6 988	6 575	-6,3%	-20,4%
Institut d'émission	4 741	4 482	4 113	6 412	5 356	4 903	5 677	5 211	6,3%	-18,7%
Établissements de crédit	2 628	2 719	2 741	1 845	1 869	2 115	1 311	1 364	-35,5%	-26,0%
Créances du Trésor public	826	777	1 396	1 364	1 359	1 279	1 390	892	-30,3%	-34,6%
Concours sur ressources monétaires	-848	-659	-336	-1 741	-690	-110	-949	-373	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 940	1 670	1 699	1 655	1 713	1 738	1 732	1 805	3,9%	9,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 788	2 329	2 035	3 396	2 403	1 847	2 681	2 178	17,9%	-35,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>600</i>	<i>604</i>	<i>607</i>	<i>604</i>	<i>604</i>	<i>605</i>	<i>605</i>	<i>603</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-0,2%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>86</i>	<i>84</i>	<i>82</i>	<i>72</i>	<i>72</i>	<i>72</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>-2,7%</i>	<i>-3,3%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>2 101</i>	<i>1 641</i>	<i>1 347</i>	<i>2 720</i>	<i>1 726</i>	<i>1 171</i>	<i>2 006</i>	<i>1 506</i>	<i>28,6%</i>	<i>-44,6%</i>
Total M3	7 347	7 320	7 914	7 880	7 893	8 187	7 429	7 094	-13,4%	-10,0%
Position extérieure nette	2 628	2 719	2 741	1 845	1 869	2 115	1 311	1 364	-35,5%	-26,0%

Équilibre emplois - ressources

	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	Variations	
									1 sem	1 an
Emplois	4 970	5 031	4 974	5 020	5 013	5 317	4 458	4 594	-13,6%	-8,5%
Excédent des opérations diverses des EC	271	496	442	1 310	1 292	1 269	1 250	1 244	-2,0%	-5,1%
Crédits bruts	1 940	1 670	1 699	1 655	1 713	1 738	1 732	1 805	3,9%	9,1%
Réserves obligatoires et libres	132	144	93	210	140	195	165	181	-7,3%	-14,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 628	2 719	2 741	1 845	1 869	2 115	1 311	1 364	-35,5%	-26,0%
										n.s
Ressources	4 970	5 031	4 974	5 020	5 014	5 317	4 459	4 600	-13,5%	-8,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	4 284	4 343	4 286	4 344	4 337	4 640	3 785	3 928	-15,3%	-9,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	686	688	688	676	677	677	675	672	-0,6%	-0,5%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
										n.s
Solde emplois-ressources clientèle	-2 344	-2 673	-2 587	-2 689	-2 624	-2 902	-2 052	-2 123	-26,9%	-21,1%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	1 805,8	2 168,7	2 102,7	2 204,4	2 167,5	2 453,5	2 304,7	2 251,3	-8,2%	2,1%
Dépôts à vue	1 642,7	2 093,6	2 039,6	2 189,3	2 152,4	2 440,8	2 289,5	2 235,2	-8,4%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	163,1	75,1	63,1	15,2	15,2	12,7	15,2	15,0	18,4%	-0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	163,1	75,1	63,1	15,2	15,2	12,7	15,2	15,0	18,4%	-0,8%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>12,0</i>	<i>59,9</i>	<i>48,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>151,1</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>12,7</i>	<i>15,2</i>	<i>15,0</i>	<i>18,4%</i>	<i>-0,8%</i>
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	n.s	n.s
Ménages	3 252,3	2 873,7	2 997,9	2 999,1	3 083,8	2 880,4	3 195,2	3 321,1	15,3%	10,7%
Dépôts à vue	1 581,7	1 194,7	1 256,7	1 179,0	1 179,8	1 184,0	1 281,1	1 416,4	19,6%	20,1%
Placements liquides ou à court terme	527,3	485,8	434,0	476,4	496,0	523,0	522,6	498,9	-4,6%	4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	453,9	469,1	415,4	466,5	496,0	523,0	522,6	498,9	-4,6%	6,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>453,9</i>	<i>469,1</i>	<i>415,4</i>	<i>466,5</i>	<i>496,0</i>	<i>523,0</i>	<i>522,6</i>	<i>498,9</i>	<i>-4,6%</i>	<i>6,9%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	73,4	16,6	18,6	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>73,4</i>	<i>16,6</i>	<i>18,6</i>	<i>9,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>-100,0%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Épargne à long terme	1 143,2	1 193,2	1 307,2	1 343,8	1 408,0	1 173,4	1 391,5	1 405,8	19,8%	4,6%
<i>dont actions</i>	<i>16,3</i>	<i>18,6</i>	<i>14,1</i>	<i>17,2</i>	<i>18,6</i>	<i>17,8</i>	<i>23,0</i>	<i>23,5</i>	<i>32,1%</i>	<i>36,8%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>141,3</i>	<i>101,8</i>	<i>106,4</i>	<i>115,2</i>	<i>121,4</i>	<i>98,2</i>	<i>68,5</i>	<i>72,1</i>	<i>-26,6%</i>	<i>-37,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>985,6</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 186,6</i>	<i>1 211,5</i>	<i>1 268,0</i>	<i>1 057,4</i>	<i>1 300,0</i>	<i>1 310,3</i>	<i>23,9%</i>	<i>8,2%</i>
Autres agents	2 110,1	2 116,2	2 236,8	2 166,3	2 198,2	2 113,6	1 438,0	995,1	-52,9%	-54,1%
Dépôts à vue	647,2	648,9	1 262,3	1 188,3	1 962,8	1 170,0	1 195,2	762,1	-34,9%	-35,9%
Placements liquides ou à court terme	778,1	774,7	768,4	771,5	25,9	766,1	24,5	22,2	-97,1%	-97,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,4	31,0	24,7	27,8	22,3	22,5	20,8	18,6	-17,4%	-33,3%
Placements indexés sur les taux de marché	744,7	743,6	743,6	743,6	3,6	743,7	3,7	3,7	-99,5%	-99,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>744,7</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>3,6</i>	<i>743,7</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>-99,5%</i>	<i>-99,5%</i>
Épargne à long terme	684,8	692,6	206,1	206,4	209,5	177,5	218,3	210,7	18,7%	2,1%
Total actifs financiers	7 168,2	7 158,5	7 337,3	7 369,8	7 449,5	7 447,6	6 937,8	6 567,5	-11,8%	-10,9%
Dépôts à vue	3 871,6	3 937,2	4 558,6	4 556,5	5 295,0	4 794,9	4 765,8	4 413,8	-7,9%	-3,1%
Placements liquides ou à court terme	1 468,5	1 335,6	1 265,5	1 263,0	537,0	1 301,8	562,2	536,1	-58,8%	-57,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	487,3	500,2	440,1	494,3	518,2	545,4	543,4	517,4	-5,1%	4,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>487,3</i>	<i>500,2</i>	<i>440,1</i>	<i>494,3</i>	<i>518,2</i>	<i>545,4</i>	<i>543,4</i>	<i>517,4</i>	<i>-5,1%</i>	<i>4,7%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	981,2	835,4	825,4	768,7	18,8	756,4	18,8	18,7	-97,5%	-97,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>830,1</i>	<i>820,2</i>	<i>810,2</i>	<i>753,5</i>	<i>3,6</i>	<i>743,7</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>-99,5%</i>	<i>-99,5%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>151,1</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>12,7</i>	<i>15,2</i>	<i>15,0</i>	<i>18,4%</i>	<i>-0,8%</i>
Épargne à long terme	1 828,1	1 885,8	1 513,2	1 550,2	1 617,5	1 350,9	1 609,8	1 617,7	19,7%	4,3%
<i>dont actions</i>	<i>16,3</i>	<i>18,6</i>	<i>14,2</i>	<i>17,3</i>	<i>18,7</i>	<i>17,9</i>	<i>23,2</i>	<i>24,6</i>	<i>37,3%</i>	<i>42,1%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>684,8</i>	<i>692,6</i>	<i>206,0</i>	<i>206,3</i>	<i>209,4</i>	<i>177,4</i>	<i>218,1</i>	<i>210,7</i>	<i>18,8%</i>	<i>2,1%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>141,3</i>	<i>101,8</i>	<i>106,4</i>	<i>115,2</i>	<i>121,4</i>	<i>98,2</i>	<i>68,5</i>	<i>72,1</i>	<i>-26,6%</i>	<i>-37,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>985,6</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 186,6</i>	<i>1 211,5</i>	<i>1 268,0</i>	<i>1 057,4</i>	<i>1 300,0</i>	<i>1 310,3</i>	<i>23,9%</i>	<i>8,2%</i>

	En millions de F CFP								1 sem	1 an
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17		
Dépôts locaux	5 189,0	5 257,6	5 808,9	5 804,4	5 816,8	6 084,0	5 312,8	4 934,8	-18,9%	-15,0%
Dépôts à vue	3 871,6	3 937,2	4 558,6	4 556,5	5 295,0	4 794,9	4 765,8	4 413,8	-7,9%	-3,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	487,3	500,2	440,1	494,3	518,2	545,4	543,4	517,4	-5,1%	4,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>487,3</i>	<i>500,2</i>	<i>440,1</i>	<i>494,3</i>	<i>518,2</i>	<i>545,4</i>	<i>543,4</i>	<i>517,4</i>	<i>-5,1%</i>	<i>4,7%</i>
Dépôts à terme	830,1	820,2	810,2	753,5	3,6	743,7	3,7	3,7	-99,5%	-99,5%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	1 979,2	1 901,0	1 528,4	1 565,4	1 632,7	1 363,6	1 624,9	1 632,7	19,7%	4,3%
<i>dont actions</i>	<i>16,3</i>	<i>18,6</i>	<i>14,2</i>	<i>17,3</i>	<i>18,7</i>	<i>17,9</i>	<i>23,2</i>	<i>24,6</i>	<i>37,3%</i>	<i>42,1%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>684,8</i>	<i>692,6</i>	<i>206,0</i>	<i>206,3</i>	<i>209,4</i>	<i>177,4</i>	<i>218,1</i>	<i>210,7</i>	<i>18,8%</i>	<i>2,1%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>151,1</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>12,7</i>	<i>15,2</i>	<i>15,0</i>	<i>18,4%</i>	<i>-0,8%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>141,3</i>	<i>101,8</i>	<i>106,4</i>	<i>115,2</i>	<i>121,4</i>	<i>98,2</i>	<i>68,5</i>	<i>72,1</i>	<i>-26,6%</i>	<i>-37,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>985,6</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 186,6</i>	<i>1 211,5</i>	<i>1 268,0</i>	<i>1 057,4</i>	<i>1 300,0</i>	<i>1 310,3</i>	<i>23,9%</i>	<i>8,2%</i>
Total actifs financiers	7 168,2	7 158,5	7 337,3	7 369,8	7 449,5	7 447,6	6 937,8	6 567,5	-11,8%	-10,9%

Les crédits à l'économie

Etablissement de crédit local

	En millions F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	35,7	49,9	58,9	11,1	5,0	4,5	4,3	13,8	205,4%	24,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	35,7	49,9	58,9	11,1	5,0	4,5	4,3	13,8	205,4%	24,1%
Crédits d'investissement	73,8	65,7	56,9	41,9	43,4	42,8	38,0	33,7	-21,3%	-19,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	73,8	65,7	56,9	41,9	43,4	42,8	38,0	33,7	-21,3%	-19,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	37,7	11,1	19,5	18,3	16,8	15,2	13,5	12,5	-17,8%	-32,0%
Crédits à l'habitat	117,3	45,9	40,8	35,5	34,1	32,7	33,1	35,2	7,5%	-0,9%
Autres crédits	155,7	111,8	99,4	81,9	77,4	75,6	72,1	128,0	69,3%	56,3%
Encours sain	382,6	273,3	256,0	170,3	160,0	155,6	147,5	210,6	35,3%	23,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 249,5	1 165,7	1 269,0	1 340,8	1 407,5	1 453,6	1 470,1	1 477,8	1,7%	10,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 228,0	1 148,1	1 254,3	1 324,3	1 394,5	1 434,7	1 461,3	1 471,2	2,5%	11,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21,5	17,6	14,7	16,5	13,0	18,9	8,8	6,6	-65,0%	-59,9%
Crédits à l'habitat	173,6	128,6	76,9	56,7	48,0	39,1	30,2	32,1	-17,8%	-43,4%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 423,1	1 294,3	1 345,9	1 397,5	1 455,5	1 492,7	1 500,3	1 509,9	1,2%	8,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	40,8	10,9	9,8	8,5	8,3	8,0	7,5	4,4	-45,6%	-48,6%
TOTAL										
Encours sain	1 846,5	1 578,5	1 611,7	1 576,4	1 623,8	1 656,3	1 655,3	1 724,9	4,1%	9,4%
Créances douteuses brutes	93,1	91,8	87,2	78,5	89,3	81,5	76,9	80,4	-1,3%	2,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7,0	7,8	5,4	6,5	17,1	9,9	6,6	10,7	8,3%	65,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,9	2,3	0,8	2,3	2,6	0,8	0,9	1,6	96,1%	-26,8%
<i>(dt) Ménages</i>	6,1	5,5	4,6	4,2	14,5	9,0	5,7	9,0	0,1%	114,5%
Provisions	86,1	84,0	81,8	72,1	72,1	71,6	70,3	69,7	-2,7%	-3,3%
Encours brut total	1 939,6	1 670,3	1 698,9	1 654,9	1 713,0	1 737,8	1 732,2	1 805,3	3,9%	9,1%
Taux de créances douteuses	4,8%	5,5%	5,1%	4,7%	5,2%	4,7%	4,4%	4,5%	-0,2 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	92,5%	91,5%	93,8%	91,8%	80,8%	87,9%	91,4%	86,7%	-1,2 pt	-5,1 pt

Ensemble des établissements de crédit

	En millions F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	111,7	54,1	58,9	177,9	151,2	147,9	141,5	83,1	-43,8%	-53,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	111,7	54,1	58,9	177,9	151,2	147,9	141,5	83,1	-43,8%	-53,3%
Crédits d'investissement	1 985,0	672,0	653,2	511,3	468,7	633,3	594,5	558,2	-11,9%	9,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 985,0	672,0	648,1	511,3	468,7	633,3	594,5	558,2	-11,9%	9,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	39,8	11,1	19,5	18,7	17,1	15,5	13,9	14,6	-6,3%	-22,1%
Crédits à l'habitat	117,3	45,9	40,8	35,5	34,1	32,7	33,1	35,2	7,5%	-0,9%
Autres crédits	155,7	111,8	99,4	81,9	77,4	75,6	72,1	128,0	69,3%	56,3%
Encours sain	2 369,7	883,8	852,3	806,6	731,5	889,5	841,3	804,4	-9,6%	-0,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 249,5	1 165,7	1 269,0	1 340,8	1 407,5	1 453,6	1 470,1	1 477,8	1,7%	10,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 228,0	1 148,1	1 254,3	1 324,3	1 394,5	1 434,7	1 461,3	1 471,2	2,5%	11,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21,5	17,6	14,7	16,5	13,0	18,9	8,8	6,6	-65,0%	-59,9%
Crédits à l'habitat	280,8	189,6	195,8	142,0	131,2	106,0	94,5	94,9	-10,5%	-33,2%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	n.s	n.s
Encours sain	1 530,3	1 355,3	1 464,9	1 482,8	1 538,7	1 559,6	1 564,6	1 572,7	0,8%	6,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	203,6	287,8	502,6	451,3	451,3	418,6	1 419,8	1 386,8	231,3%	207,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	203,6	287,8	502,6	451,3	451,3	418,6	1 419,8	1 386,8	231,3%	207,3%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	203,6	287,8	502,6	451,3	451,3	418,6	1 419,8	1 386,8	231,3%	207,3%
Autres agents										
Encours sain	60,5	15,6	9,8	8,8	8,3	8,1	7,6	4,4	-46,5%	-50,8%
TOTAL										
Encours sain	4 164,0	2 542,5	2 829,6	2 749,6	2 729,7	2 875,8	3 833,3	3 768,2	31,0%	37,0%
<i>dont ECHZE</i>	2 317,6	964,0	1 217,8	1 173,2	1 106,0	1 219,5	2 178,0	2 043,3	67,6%	74,2%
Créances douteuses brutes	468,8	437,7	376,5	148,5	146,0	132,3	126,4	125,9	-4,8%	-15,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	270,4	261,5	233,8	48,6	46,3	36,7	32,8	33,9	-7,5%	-30,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	199,1	199,6	197,0	4,2	4,5	2,4	2,5	1,8	-25,2%	-56,2%
<i>(dt) Ménages</i>	71,4	61,9	36,8	44,4	41,7	34,3	30,3	32,1	-6,3%	-27,6%
Provisions	198,4	176,1	142,7	99,9	99,8	95,6	93,6	92,0	-3,8%	-7,9%
Encours brut total	4 632,9	2 980,2	3 206,0	2 898,1	2 875,8	3 008,1	3 959,7	3 894,1	29,5%	34,4%
Taux de créances douteuses	10,1%	14,7%	11,7%	5,1%	5,1%	4,4%	3,2%	3,2%	-1,2 pt	-1,9 pt
Taux de provisionnement	42,3%	40,2%	37,9%	67,3%	68,3%	72,3%	74,0%	73,0%	0,8 pt	5,8 pt

Répartition des concours bancaires sains

